

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre bis des vacations, saisi par le Président de la Chambre des Représentants, le 24 juillet 1986, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur les amendements n°s 4, 5, 8, 9, 10, 12, 16, 17, 25, 26, 27, 29/1, 30, 32, 33, 35, 42, 44, 61/1 et 2, 62, 63, 71, 76, 79, 81, 84, 85, 87, 96, 108, 123, 124, 126, 144, 150, 151, 152, 153, 154, 172, 187, 188, 192, 198, 226, 227, 228, 236, 244, 249, 250, 251, 252, 253/1 et 2, 256, 257, 263/1, 289, 290, 291, 295, 298, 301, 305, 307, 308, 309, 316, 318, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 332, 334, 338, 424 et 425 au projet de loi "portant des dispositions fiscales" (chambre 576 (1985-1986) n° 1), a donné le 28 juillet 1986 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer bis, op 24 juli 1986 door de Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over de amendementen nrs 4, 5, 8, 9, 10, 12, 16, 17, 25, 26, 27, 29/1, 30, 32, 33, 35, 42, 44, 61/1 en 2, 62, 63, 71, 76, 79, 81, 84, 85, 87, 96, 108, 123, 124, 126, 144, 150, 151, 152, 153, 154, 172, 187, 188, 192, 198, 226, 227, 228, 236, 244, 249, 250, 251, 252, 253/1 en 2, 256, 257, 263/1, 289, 290, 291, 295, 298, 301, 305, 307, 308, 309, 316, 318, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 332, 334, 338, 424 en 425 over het ontwerp van wet "houdende fiscale bepalingen" (kamer 576 (1985-1986) nr 1), heeft op 28 juli 1986 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS PREALABLES.

1. Dans le bref délai qui lui a été imparti pour examiner les quatre-vingt quatre amendements qui ont été soumis à son avis, le Conseil d'Etat a dû nécessairement se borner aux observations qu'il a jugées essentielles.

2. L'absence d'observation sur un amendement ou une partie d'amendement n'implique ni approbation, ni désapprobation de la disposition proposée, mais seulement que l'adoption ou le rejet de celle-ci relève d'un choix d'opportunité politique qui échappe à la compétence du Conseil d'Etat ou encore que le texte ne soulève que des questions de forme sur lesquelles le Conseil d'Etat n'a pas eu le loisir de se prononcer.

3. Nombre d'amendements ne sont assortis d'aucune justification; dans ce cas, faute de pouvoir interroger l'auteur, le Conseil d'Etat a dû s'en tenir au sens apparent du texte.

4. Plusieurs amendements tendent à remplacer l'indication concrète d'un taux par une référence à une disposition "principale" qui fournit déjà cette indication. Il est vrai qu'une telle méthode permet de diminuer le nombre de dispositions à modifier en cas d'augmentation ou de diminution du taux dont il s'agit. Elle compromet cependant un peu plus encore la lisibilité du Code pour le contribuable.

5. Dans un souci de clarté, les amendements seront examinés dans l'ordre des articles du projet dont la modification est proposée.

.../...

6. Dans le présent avis, les mots "le projet" visent le projet transmis par le Sénat (Ch. des Repr. 576 - 1985-1986 - n° 1). Le C.I.R. désigne le Code des impôts sur les revenus.

7. Dans plusieurs amendements, les phrases liminaires sont rédigées de manière inhabituelle, ce qui peut soulever des difficultés d'intégration de ces amendements dans le Code.

Il serait souhaitable de veiller à clarifier ces phrases liminaires en s'inspirant des usages consignés dans le Code de Légistique.

Article 1er.

Amendement n° 81 de Mme DETIEGE.

Dans les cas visés aux articles 104bis et 140bis du livre 1er, titre IX, du Code de commerce, celui-ci n'utilise pas le terme "propriétaire" de la société; la personne entre les mains de laquelle toutes les actions ou toutes les parts sont réunies est qualifiée d'"actionnaire unique".

La même observation vaut pour l'amendement n° 84 à l'article 2 du projet.

Articles 2 et 2bis.Amendements n°s 84 et 85 de Mme DETIEGE.

Le premier amendement tend à abroger l'article 15, alinéa 2, 1°, C.I.R., pour la raison que la première phrase serait superflue depuis 1973.

L'article 15, alinéa 2, 1°, C.I.R. participe d'un système de développement des dispositions qui sont simplement énoncées dans l'article 11. La phrase incriminée a le mérite de faire apparaître que les revenus que tire un associé actif d'une société commerciale autre qu'une société par actions, ne doivent pas être considérés dans leur totalité comme des revenus professionnels mais que ces revenus doivent être ventilés entre une part considérée comme revenu du capital investi et une part considérée comme revenu professionnel. La deuxième phrase de l'article 15, alinéa 2, 1°, détermine de façon précise le montant qui doit être considéré comme revenu d'un capital investi.

Le deuxième amendement transporte la disposition formant la 2ème phrase de l'article 15, alinéa 2, 1°, C.I.R. à l'article 18 du même Code pour des raisons de bon ordonnancement de la matière.

Toutefois, si l'on conserve la première phrase du 1° qui affirme que les revenus des capitaux investis par les associés actifs constituent des revenus mobiliers, il est normal que la règle qui permet d'en déterminer le montant figure dans le même 1°.

.../...

Article 3.Amendement n° 87 de Mme DETIEGE.

1. L'amendement tend à abroger l'article 5, § 3, 1°, qui n'a pas été repris dans les dispositions coordonnées par l'arrêté royal du 26 février 1964 sous le titre de "Code des impôts sur les revenus". Cette disposition exceptait des revenus de biens mobiliers, les revenus de biens immobiliers situés à l'étranger.

Actuellement les revenus de biens immobiliers situés à l'étranger sont soumis à l'impôt par application de l'article 7, § 1er, C.I.R., mais ces revenus immobiliers sont le plus souvent exemptés en application de conventions préventives de la double imposition.

2. L'amendement entend en outre abroger l'article 19, 2° et 3°, C.I.R.

Ces deux dispositions d'exception apparaissent superflues à l'auteur de l'amendement parce que les revenus qui y sont visés ne seraient pas compris dans les définitions des articles 11 à 17 C.I.R. précités. On doit toutefois se demander si l'article 12, § 1er, 2°, C.I.R. n'aurait pas dans certains cas un effet de taxation à l'égard du produit du partage de l'avoir social ou du rachat d'actions. L'article 19, 2° et 3°, C.I.R. a le mérite d'assurer une certaine sécurité juridique au contribuable contre toute interprétation extensive des dispositions qui précèdent cet article.

Article 7, 2°.Amendement n° 126 de M. COLLA.

Cet amendement vise à remplacer dans l'article 42ter, § 6, 6°, C.I.R., l'expression "voitures qui sont affectées exclusivement à un service de taxis" par celle de "voitures qui sont affectées exclusivement aux transports rémunérés de personnes".

La première de ces expressions figure dans le Code depuis l'arrêté royal n° 48 du 22 juin 1982.

L'amendement donne à la disposition une portée plus large car on peut effectuer des transports rémunérés de personnes autrement que par un service de taxis.

En outre, l'auteur de l'amendement n'envisage pas de modifier la fin de l'article 42ter, § 6, 6°, C.I.R., qui pose comme condition à l'immunité de l'impôt sur les revenus, le fait d'une exemption à la taxe de circulation sur les véhicules automobiles. Or, l'article 5, § 1er, 8°, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus exempte de la taxe de circulation "les véhicules automobiles affectés exclusivement soit à un service de taxis, soit à la location avec chauffeur".

Si l'extension proposée était adoptée, une modification de ce dernier Code serait nécessaire.

.../...

Article 10.Amendement n° 263 de M. DERYCKE.

On suppose que l'auteur de l'amendement vise la pension d'un secrétaire général de ministère plutôt que celle d'un secrétaire général "d'un service public".

Article 13.Amendement n° 236 de M. H. DE LOOR.

1. Les deux modifications proposées à l'article 71 C.I.R. demanderaient un commentaire qui éclairât le but que se propose d'atteindre l'auteur de l'amendement.

La suppression des mots "effectivement payés" dans l'article 71, § 1er, 11°, C.I.R. (texte inséré par l'article 13, 2°, du projet) permettrait de déduire des revenus imposables les intérêts d'emprunts hypothécaires qui seraient simplement dus, mais dont le paiement ne serait effectué qu'au cours d'une année suivante.

2. Le deuxième amendement semble vouloir éviter que des charges déductibles ne soient effectivement payées par une personne autre que le contribuable.

.../...

Article 13bis (nouveau).Amendement n° 9 de M. COËME.

En vertu de l'arrêté royal du 23 avril 1986 modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux, le taux de 6 p.c. est applicable jusqu'au 31 juillet 1986. Entre cette dernière date et celle de l'entrée en vigueur de l'amendement s'il était adopté, il pourrait y avoir incertitude quant au taux applicable.

Article 18.Amendement n° 96 de M. COLLA.

Selon l'article 51 du projet, la suppression de l'option permettant la taxation des revenus d'une société de personnes dans le chef des associés entre en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 1987. Cela implique que l'option ne sera plus ouverte pour les revenus de 1986 ou de l'exercice comptable 1986-1987.

L'auteur de l'amendement voit, dans cette période d'application, un élément de rétroactivité.

Il a toutefois toujours été admis qu'une disposition fiscale intervenant au cours de l'année des revenus ou de l'exercice comptable déterminé par le contribuable, n'avait pas de portée rétroactive pourvu qu'elle n'excédât pas cette année ou cet exercice.

L'abrogation de l'article 95 C.I.R. aura, certes, pour effet de priver de base légale l'article 62 de l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du C.I.R. et, par conséquent, de mettre fin, avant l'expiration de la période de trois ans, aux effets de l'option exercée par les sociétés de personnes. Cette conséquence n'est toutefois pas de nature à conférer un caractère rétroactif à l'article 18 du projet.

Article 21bis.

Amendement n° 144 de M. COLLA.

Le paragraphe 1er de l'article 21bis en projet tend à modifier l'article 111, 1°, C.I.R..

Les paragraphes 2 et 3 apportent à cette modification des précisions qui ne seraient pas insérées dans le Code, mais demeurerait des dispositions autonomes. Légistiquement, cette méthode est peu heureuse.

Article 26.

Amendement n° 150 de M. COLLA.

1. La première partie de l'amendement tend à insérer les mots "en Belgique" dans l'article 93, § 1er, 2°, a, C.I.R.. Cette précision pourrait avoir pour effet de réduire la portée de la disposition dans les cas où des plus-values réalisées à l'étranger seraient taxées à l'impôt des personnes physiques à un taux supérieur à celui de 16,5 p.c. prévu par l'article 93 C.I.R..

2. Le titre de la sous-section première doit se lire, en français : "Accroissement d'avoirs".

Article 29bis (nouveau).

Amendement n° 153 de M. COLLA.

1. Le deuxième amendement, sous 2°, met obstacle à la globalisation des déductions prévues par les articles 191, 193 et 195 C.I.R. et à leur imposition avec l'ensemble des revenus et produits de capitaux et biens mobiliers.

Il revient à créer une sous-catégorie de revenus qui, allant dans le sens d'un système cédulaire de l'impôt, paraît peu compatible avec l'économie générale de la réforme fiscale opérée en 1962.

2. Le troisième amendement, sous 3°, tend à remplacer l'article 204 C.I.R. par un texte qui réduirait les possibilités d'imputation du crédit d'impôt et du précompte professionnel.

En ce qui concerne les personnes exerçant une profession ambulante ou celles de batelier, de forain ou de représentant de firmes étrangères, l'auteur de l'amendement ne justifie pas la raison pour laquelle le précompte professionnel versé par le contribuable lui-même ne pourrait pas être imputé sur son impôt global et pourquoi l'excédent ne pourrait lui être restitué.

.../...

Article 34bis (nouveau).Amendement n° 108 de M. COLLA.

Les termes "nonobstant toute disposition légale" créent une antinomie. On ne peut interdire au législateur d'apporter des modifications ou des exceptions aux dispositions qu'il a précédemment adoptées.

Quant aux dispositions légales antérieures qui seraient contraires à la disposition nouvelle, elles sont immédiatement et implicitement abrogées ou modifiées, sans qu'il soit nécessaire de l'exprimer sous la forme générale utilisée par l'auteur de l'amendement

Les mots : "nonobstant ... toute disposition réglementaire" sont tout aussi inutiles. En vertu de la hiérarchie des normes consacrée par l'article 107 de la Constitution, un arrêté royal ou ministériel ne peut être contraire à la loi.

La référence aux "rémunérations visées à ... l'article 100" paraît inexacte. Cet article ne cite que les bénéfices non distribués, les revenus des capitaux investis et les revenus visés à l'article 15, alinéa 2.

Ces derniers revenus sont également qualifiés à l'article 15, alinéa 2, de revenus de capitaux investis.

L'expression "pour autant qu'ils dépassent" implique la taxation comme revenu professionnel de la totalité des rémunérations dès que le seuil des 13 p.c. est franchi.

Le paragraphe 2 de l'article 34bis nouveau du projet, tel qu'il est proposé de l'amender, prévoit que l'article 6bis nouveau C.I.R. serait applicable à partir de l'exercice d'imposition 1986, c'est-à-dire aux revenus acquis en 1985.

L'article aurait ainsi une portée rétroactive qui

Articles 38 et 39.Amendement n° 71 de M. EERDEKENS.Amendement n° 244 de M. WILLOCKX.

Le Conseil d'Etat ne peut que rappeler l'observation n° 3 qu'il a formulée dans l'avis qu'il a donné le 18 juillet 1986 à la demande de M. le Président du Sénat, sous le n° L. 17.424/2/V.

Il convient d'écrire "adaptera" et non "adoptera" dans le texte français de l'amendement n° 244.

Article 45.Amendement n° 188 de M. DIERICKX.

Les dispositions actuellement applicables aux donations dans la matière des droits de succession procèdent de l'arrêté royal n° 9 du 3 juillet 1939.

L'intention qui a présidé à l'élaboration de ces dispositions était d'atteindre les donations faites "in extremis" dans le seul but d'éluder les droits de succession. C'est pour cette raison qu'a été limité à trois ans le délai pendant lequel les donations doivent avoir été faites pour que leur montant soit cumulé ou ajouté à celui de l'actif d'une succession pour la détermination de la base imposable et l'application du tarif des droits d'enregistrement ou de succession (voir rapport au Roi précédant l'arrêté royal n° 9 du 3 juillet 1939).

.../...

La portée de l'amendement est donc très différente de celle des textes actuellement en vigueur.

Article 47.

Deuxième amendement subsidiaire n° 253.3 de M. TOBBACK.

Cet amendement va dans le sens de l'observation n° 3 que le Conseil d'Etat avait faite dans son avis n° L. 17.340/2 du 12 juin 1986 sous l'article 45 du projet de loi-programme qui lui avait été soumis le 10 juin 1986 et qui avait été amendé le 11 juin 1986 par le Ministre des Finances (Sénat 310 (1985-1986), n° 1, p. 74).

Article 50.

Amendement n° 26 de M. VAN DER BIEST.

Dans le texte français les mots "de loi" doivent être ajoutés aux mots "avant-projets".

Amendement n° 27 de M. VAN DER BIEST.

Dans le texte français, le participe passé "publiés" doit être omis à la première ligne et, à l'avant-dernière ligne, il faut lire : "le rapport au Roi relatif à cet arrêté".

.../...

Amendement n° 250 de M. VANDENBROUCKE.

Dans le texte français, il faut lire : "en vertu" et non "en outre".

Article 51.Amendement n° 256 de M. BECKERS.

La portée de l'amendement n'est pas perceptible puisqu'il reproduit le texte déjà voté par le Sénat.

Articles 54 et 56.Amendement subsidiaire n° 305 de MM. VAN DEN BOSSCHE et CHEVALIER.

Les auteurs de l'amendement se bornent à reprendre, sous une forme à peine modifiée, le texte voté par le Sénat pour l'article 277, § 3, 2°, C.I.R.. Cette disposition prendrait la place du paragraphe 2 de l'article 277.

Les auteurs de l'amendement n'énoncent aucun motif qui justifierait la suppression du texte actuel du paragraphe 2.

.../...

Article 55.Amendement n° 307 de MM. VAN DEN BOSSCHE et CHEVALIER.

1. Bien qu'il soit écrit à l'article 276, alinéa 1er, C.I.R. que le directeur statue par décision motivée sur les griefs formulés par le redevable, cette phrase ne signifie pas qu'une décision interlocutoire pourrait être prise avant la décision définitive.

Dès lors il ne s'indique pas de modifier l'intitulé de la sous-section 4.

2. La décision prise par le directeur statuant sur une réclamation porte toujours sur l'ensemble de la contestation. Il est, dès lors, sans objet d'évoquer des "griefs sur lesquels il n'a pas été statué".

Dans le texte français, il faut évidemment lire : "quatre ans" et non "quatre jours".

3. Les auteurs de l'amendement prévoient l'insertion de leur texte en remplacement de celui du projet. Cette manière de procéder aurait pour effet que la suppression des intérêts de retards, résultant d'une décision tardive, ne serait pas obtenue par le contribuable.

.../...

Amendement n° 308 de MM. VAN DEN BOSSCHE et CHEVALIER.

L'amendement n° 308 n'encourt pas la même objection.

Article 62.Amendement n° 227 de M. MOTTARD.

L'amendement tend à faire préciser par le texte même du paragraphe 3 qu'en l'absence d'une réponse du directeur régional des contributions directes au terme d'un délai de quatre mois, le procureur du Roi peut poursuivre.

C'est bien en ce sens que le paragraphe 3 de l'article 350 en projet doit être compris, selon les déclarations faites par le Ministre des Finances, notamment devant la Commission spéciale de la Chambre des Représentants (voir le rapport fait au nom de cette Commission par MM. Sprockeels et du Monceau de Bergendal, Chambre 576 (1985-1986) n° 7 pp. 42 et 48). Il est d'ailleurs logique qu'une dérogation au droit de poursuite des parquets soit d'interprétation restrictive. Il appartiendra à la Chambre des Représentants de décider si, dans un souci de sécurité juridique, cette précision ne doit pas figurer dans le texte même du projet.

.../...

Article 63.Amendement n° 44 de M. DEFOSSET.

Aux paragraphes 4, 5 et 6, il y aurait certainement lieu de revoir les expressions "fonctionnaires (ou agents) visés dans la présente loi" ou "à l'article 1er de la présente loi".

Articles 65, 73, 75, 89, 96, 104 et 109.Amendements n°s 291, 298, 301, 316, 318, 320 et 332 de MM.
VAN DEN BOSSCHE et CHEVALIER.

Le choix d'une sanction appropriée entre des amendes administratives ou des majorations de cotisation ou des augmentations d'impôt est un problème de fond.

Il faut toutefois rappeler qu'il est de jurisprudence qu'une cotisation majorée ne peut pas dépasser le montant du revenu sur lequel elle est assise.

"Verhogingen" devrait être traduit de manière uniforme dans les divers amendements.

.../...

Article 107.Amendement n° 325.

Le texte soumis au Conseil d'Etat, qui est une épreuve non corrigée, ne comporte qu'une phrase introductive mais aucune disposition qui ferait l'objet de cet amendement.

Amendement n° 61 de M. VAN DER BIEST.

Il n'est pas à la connaissance du Conseil d'Etat que l'inspection spéciale des impôts comporte des directions régionales. La portée de l'amendement n° 61/1 et en partie celle de l'amendement n° 61/2 paraît donc imprécise (1).

.../...

(1) L'arrêté royal du 14 novembre 1978 portant création du grade d'administrateur général des impôts et modifiant l'arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le règlement organique du Ministère des Finances ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du Statut des agents de l'Etat paraît être le premier texte réglementaire consacrant l'existence de l'Administration de l'inspection spéciale des impôts. Il mentionne au sein de celle-ci des services centraux et des services extérieurs (articles 25ter, § 2, et 25quater nouveaux de l'arrêté royal du 29 octobre 1971). Une décision du 19 octobre 1984 du Secrétaire général du ministère des Finances organisant les services extérieurs de l'Administration de l'inspection spéciale des impôts et fixant le siège et la compétence territoriale de ces services (Moniteur belge du 19 janvier 1985, pp. 566 et 567) divise ceux-ci en "cinq sections à compétence générale" dénommées "directions" (article 2), qui groupent chacune des "inspections" (article 3). Les compétences de ces directions sont "régionales", mais au sens linguistique du terme (article 2).

Article 116.Amendement n° 338 de MM. VAN DEN BOSSCHE et CHEVALIER.

L'amendement tend à supprimer l'alinéa 2 de l'article 116 du projet qui prévoit l'entrée en vigueur d'un grand nombre d'articles le jour de la publication de la loi au Moniteur belge.

A défaut de cet alinéa 2, ces articles entreraient en vigueur dix jours plus tard.

On peut défendre l'idée qu'aucune raison ne justifie le raccourcissement du délai prévu par l'article 6 de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires.

Article 119.Amendement n° 62 de M. BURGEON.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la portée d'une disposition abrogeant un projet de loi.

.../...

CHAPITRE IIIbis.Amendement n° 334 de M. BOSSUYT."Sécurité juridique des chômeurs".Observations générales.

I. L'objet du chapitre IIIbis que l'amendement n° 334 tend à insérer dans le projet s'écarte de l'objet de celui-ci, qui consiste en des mesures d'ordre fiscal.

- II. En substance, l'amendement tend, quant au fond,
- 1° à définir ce qu'il faut entendre par "emploi convenable" (article 119);
 - 2° à supprimer nombre de motifs d'exclusion du chômage (articles 125, 127, 129 et 131);
 - 3° à limiter la sanction pécuniaire dont est frappé le travailleur devenu chômeur de son propre fait à une réduction de 10 ou 20 p.c. de son allocation, dans les cas où actuellement cette allocation est supprimée (articles 120 à 124 et 126);
 - 4° à supprimer le contrôle régulier pour estampillage de la carte (article 153);
 - 5° à mettre la preuve de tout fait défavorable au chômeur à la charge de l'Office (articles 116 et 120).

.../...

III. Dans la forme, l'amendement modifie l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage. Il abroge des chapitres entiers de l'arrêté ministériel du 4 juin 1964 relatif au chômage, dont il reprend les termes, sous réserve de ce qui est dit sub b. des observations particulières. Point n'est besoin de recourir à la loi pour atteindre l'objectif poursuivi. Des arrêtés royaux ou ministériels auraient suffi selon le cas.

Le recours à la loi, s'il peut être garant d'une plus grande permanence des réformes proposées, présente de ce fait l'inconvénient d'une plus grande rigidité et d'un mélange de dispositions de force obligatoire différente dans un même ensemble de textes, ce qui, d'un point de vue légistique, est à éviter.

Observations particulières.

a) L'amendement tend à définir les critères auxquels répond "l'emploi convenable". A l'heure actuelle, cette compétence appartient au Ministre après avis du Comité de gestion.

Suivant l'amendement en projet, la commission consultative serait juge du caractère convenable d'un emploi. Pour ce faire, elle devrait notamment appliquer le critère d' "aptitude professionnelle". Elle devrait, en outre, en cas de contestation, donner un avis relatif à l'aptitude professionnelle. On peut douter de la compatibilité de ces deux attributions.

b) Dans le 3° : "les salaires", § 2, la référence à l'article 39 est erronée puisqu'il s'agit de l'article 39 de

l'arrêté ministériel que l'amendement abroge. En réalité, c'est le paragraphe 1er, qui remplace dans l'amendement cet article 39, qui devrait être visé.

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN.

1. De Raad van State heeft in de korte termijn die hem is toegemeten voor het onderzoek van de vierentachtig amendementen welke hem voor advies zijn voorgelegd, zich noodzakelijkerwijs moeten beperken tot de opmerkingen die hij van wezenlijk belang heeft geacht.

2. Het ontbreken van enige opmerking over een amendement of een gedeelte van een amendement houdt noch goedkeuring noch afkeuring van de voorgestelde bepaling in, maar betekent alleen dat de aanneming of de afwijzing ervan een politieke opportuniteitskeuze is, waarvoor de Raad van State niet bevoegd is, of ook nog dat de tekst slechts vormproblemen doet rijzen, waarover de Raad van State zich wegens tijdnood niet heeft kunnen uitspreken.

3. Bij tal van amendementen is geen verantwoording gevoegd; in dat geval heeft de Raad van State, omdat hij niet bij de indiener ervan te rade kon gaan, zich moeten houden aan de klaarblijkelijke betekenis van de tekst.

4. Verscheidene amendementen beogen de concrete vermelding van een tarief te vervangen door een verwijzing naar een "hoofd"-bepaling waarin die vermelding reeds voorkomt. Weliswaar maakt een dergelijke werkwijze het mogelijk het aantal bepalingen te verminderen dat gewijzigd moet worden wanneer het tarief in kwestie verhoogd of verlaagd wordt. Niettemin brengt zij voor de belastingplichtige de leesbaarheid van het Wetboek nog iets meer in het gedrang.

5. Duidelijkheidshalve worden de amendementen onderzocht in de volgorde van de artikelen van het ontwerp waarvan de wijziging wordt voorgesteld.

6. In het onderhavige advies doelen de woorden "het ontwerp" op het door de Senaat overgezonden ontwerp (Kamer 576 - 1985-1986 - nr. 1). Het W.I.B. duidt het Wetboek van de Inkomstenbelastingen aan.

7. In verscheidene amendementen zijn de inleidende volzinnen op een ongewone wijze geredigeerd, wat moeilijkheden kan doen rijzen wanneer die amendementen in het Wetboek worden opgenomen.

Het zou wenselijk zijn te zorgen voor verheldering van die inleidende volzinnen door het volgen van de gebruikelijke werkwijze, zoals die in de Handleiding bij de Wetgevings-techniek vastgelegd is.

Artikel 1.

Amendement nr. 81 van Mevrouw DETIEGE.

In de gevallen bedoeld in de artikelen 104bis en 140bis van Boek I, Titel IX, van het Wetboek van Koophandel, wordt niet de term "eigenaar" van de vennootschap gebruikt; de persoon in wiens handen alle aandelen en alle delen verenigd worden, wordt er "enige aandeelhouder" genoemd.

Dezelfde opmerking geldt voor amendement 84 op artikel 2 van het ontwerp.

Artikel 2 en 2bis.Amendementen nr. 84 en 85 van Mevrouw DETIEGE.

Het eerste amendement beoogt artikel 15, tweede lid, 1°, W.I.B., op te heffen omdat de eerste volzin sedert 1973 overbodig zou zijn.

Artikel 15, tweede lid, 1°, W.I.B., maakt deel uit van een nadere uiteenzetting van de bepalingen die in artikel 11 gewoon zijn aangegeven. De gewraakte volzin biedt het voordeel dat eruit blijkt dat de inkomsten die een werkend vennoot haalt uit een handelsvennootschap die geen vennootschap op aandelen is, niet in hun geheel als bedrijfsinkomsten moeten worden beschouwd, maar dat die inkomsten uitgesplitst moeten worden over een deel dat als inkomen uit het belegde kapitaal wordt beschouwd en een deel dat als bedrijfsinkomen wordt aangemerkt. De tweede volzin van artikel 15, tweede lid, 1°, geeft het bedrag dat als inkomen uit een belegd kapitaal moet worden aangemerkt, nauwkeurig aan.

Het tweede amendement brengt de bepaling die de tweede volzin van artikel 15, tweede lid, 1°, W.I.B., vormt, over naar artikel 18 van het Wetboek ter wille van een goede indeling van de materie.

Handhaaft men echter de eerste volzin van 1°, waarin verklaard wordt dat de inkomsten uit door de werkende vennoten belegde kapitalen roerende inkomsten zijn, dan is het normaal dat de regel die het mogelijk maakt er het bedrag van vast te stellen, in hetzelfde 1° staat.

Artikel 3.Amendement nr. 87 van Mevrouw DETIEGE.

1. Het amendement strekt tot opheffing van artikel 5, § 3, 1°, dat niet is opgenomen in de bij het koninklijk besluit van 26 februari 1964 onder het opschrift "Wetboek van de Inkomstenbelastingen" gecoördineerde bepalingen. Deze bepaling rekende de inkomsten uit onroerende goederen gelegen in het buitenland niet tot de inkomsten uit roerende goederen.

Thans wordt op de inkomsten uit onroerende goederen gelegen in het buitenland belasting geheven met toepassing van artikel 7, § 1, W.I.B., maar die onroerende inkomsten zijn meestal vrijgesteld ingevolge verdragen ter voorkoming van dubbele belasting.

2. Het amendement beoogt bovendien artikel 19, 2° en 3°, W.I.B., op te heffen.

Deze beide uitzonderingsbepalingen lijken de indienster van het amendement overbodig omdat de daarin bedoelde inkomsten niet begrepen zouden zijn in de definities van de voormelde artikelen 11 tot 17, W.I.B. Men moet zich echter afvragen of artikel 12, § 1, 2°, W.I.B., in sommige gevallen niet belastingheffend zou werken ten aanzien van de opbrengst van de verdeling van het maatschappelijk vermogen of van de inkoop van eigen aandelen. Artikel 19, 2° en 3°, W.I.B., heeft het voordeel dat het de belastingplichtige een bepaalde rechtszekerheid biedt tegen iedere uitbreidende interpretatie van de bepalingen die aan dat artikel voorafgaan.

Artikel 7, 2°.Amendement nr. 126 van de Heer COLLA.

Dit amendement beoogt in artikel 42ter, § 6, 6°, W.I.B., de uitdrukking "voertuigen die uitsluitend gebruikt worden voor een taxidienst" te vervangen door de uitdrukking "voertuigen die uitsluitend gebruikt worden voor het bezoldigd vervoer van personen".

De eerstgenoemde uitdrukking staat in het Wetboek sinds het koninklijk besluit nr. 48 van 22 juni 1982.

Het amendement verruimt de draagwijdte van de bepaling, vermits bezoldigd vervoer van personen op een andere wijze kan geschieden dan door middel van een taxidienst.

Bovendien ligt het niet in de bedoeling van de indiener van het amendement het slot van artikel 42ter, § 6, 6°, W.I.B., te wijzigen, waarin de vrijstelling van de verkeersbelasting op de autovoertuigen als voorwaarde wordt gesteld voor vrijstelling van de inkomstenbelasting. Artikel 5, § 1, 8°, van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen stelt echter van verkeersbelasting vrij "de autovoertuigen die uitsluitend aangewend worden hetzij tot een taxidienst, hetzij tot verhuring met bestuurder".

Mocht de voorgestelde verruiming worden aangenomen, dan zou het nodig zijn in dit laatste Wetboek een wijziging aan te brengen.

Artikel 10.Amendement nr. 263 van de Heer DERYCKE.

Aangenomen wordt dat de indiener van het amendement het pensioen van een secretaris-generaal in een ministerie bedoelt, veeleer dan dat van een secretaris-generaal "in overheidsdienst".

Artikel 13.Amendement nr. 236 van de Heer DE LOOR.

1. De twee voor artikel 71 W.I.B. voorgestelde wijzigingen zouden een commentaar behoeven ter verduidelijking van het doel dat de indiener van het amendement beoogt.

Door weglating van de woorden "werkelijk betaalde" in artikel 71, § 1, 11°, W.I.B. (tekst ingevoegd door artikel 13, 2°, van het ontwerp) zou het mogelijk worden van het belastbaar inkomen de interesten af te trekken van hypothecaire leningen die zonder meer verschuldigd zouden zijn, maar die eerst in de loop van een volgend jaar zouden worden betaald.

2. Het tweede amendement wil blijkbaar vermijden dat aftrekbare lasten werkelijk betaald zouden worden door iemand anders dan de belastingplichtige.

.../...

Artikel 13bis (nieuw).Amendement nr. 9 van de Heer COEME.

Krachtens het koninklijk besluit van 23 april 1986 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven, is het tarief van 6 t.h. toepasselijk tot 31 juli 1986. Tussen die datum en het ogenblik waarop het amendement, mocht het worden aangenomen, van kracht zou worden, zou er onzekerheid kunnen bestaan omtrent het toe te passen tarief.

Artikel 18.Amendement nr. 96 van de Heer COLLA.

Volgens artikel 51 van het ontwerp gaat de afschaffing van de keuzemogelijkheid om de inkomsten van een personenvennootschap te laten belasten ten name van de vennoten in met ingang van het aanslagjaar 1987. Dat impliceert dat de keuze niet meer mogelijk zal zijn voor de inkomsten van 1986 of van het boekjaar 1986-1987.

De indiener van het amendement ziet in die periode van toepassing een element van terugwerking.

Er is nochtans altijd aangenomen dat een bepaling op het stuk van belastingen, die tot stand komt in de loop van het jaar van de inkomsten of van het door de belastingplichtige bepaalde boekjaar, niet terugwerkte op voorwaarde dat zij niet verder reikte dan dat jaar of dat boekjaar.

De opheffing van artikel 95 W.I.B. zal voorzeker tot gevolg hebben dat iedere rechtsgrond ontvalt aan artikel 62 van het koninklijk besluit van 4 maart 1965 tot uitvoering van het W.I.B. en, bijgevolg, dat vóór het verstrijken van de periode van drie jaar een einde wordt gemaakt aan de gevolgen van de door de personenvennootschappen gedane keuze. Dat gevolg is echter niet van die aard dat het een terugwerkend karakter verleent aan artikel 18 van het ontwerp.

Artikel 21bis.

Amendement nr. 144 van de Heer COLLA.

Paragraaf 1 van het ontworpen artikel 21bis strekt tot wijziging van artikel 111, 1°, W.I.B..

De paragrafen 2 en 3 verstrekken bij die wijziging nadere preciseringen welke niet in het Wetboek zouden worden ingevoegd maar autonome bepalingen zouden blijven. Uit een oogpunt van wetgevingstechniek is die methode niet aan te raden.

Artikel 26.

Amendement nr. 150 van de Heer COLLA.

1. Het eerste deel van het amendement strekt ertoe de woorden "in België" in te voegen in artikel 93, § 1, 2°, a, W.I.B.. Die precisering zou tot gevolg kunnen hebben dat de strekking van de bepaling beperkter wordt in de gevallen dat in het buitenland verwezenlijkte waardevermeerderingen in de personenbelasting zouden worden belast tegen een hoger percentage dan het in artikel 93 van het Wetboek bepaalde percentage van 16,5 t.h.

2. In de Franse tekst moet het opschrift van onderafdeling 1 als volgt worden gelezen : "Accroissement d'avoirs".

Artikel 29bis (nieuw).

Amendement nr. 153 van de Heer COLLA.

1. Het tweede amendement, sub 2°, verhindert de globalisatie van de aftrek die onderscheidenlijk is bepaald in de artikelen 191, 193 en 195 W.I.B. en de aanslag ervan met de gezamenlijke inkomsten en baten van kapitalen en roerende goederen.

Het komt erop neer dat een ondercategorie van inkomsten in het leven wordt geroepen die gaat in de richting van een cedulair belastingstelsel en derhalve weinig verenigbaar lijkt met de algemene economie van de in 1962 tot stand gebrachte fiscale hervorming.

2. Het derde amendement, sub 3°, strekt ertoe artikel 204 W.I.B. te vervangen door een tekst die de mogelijkheden tot aftrek van het belastingkrediet en van de bedrijfsvoorheffing zou verminderen.

Ten aanzien van de personen die een ambulant beroep uitoefenen of die schipper, kermisexploitant of vertegenwoordiger van buitenlandse firma's zijn, zegt de indiener van het amendement niet waarom de door de belastingplichtige zelf gestorte bedrijfsvoorheffing niet zou mogen worden afgetrokken van zijn globale belasting en waarom het overschot hem niet zou kunnen worden teruggegeven.

.../...

Artikel 34bis (nieuw).Amendement nr. 108 van de Heer COLLA.

De woorden "niettegenstaande elke (strijdige) wettelijke bepaling" doen een tegenstrijdigheid ontstaan. Men kan de wetgever niet verbieden wijzigingen aan te brengen in of te voorzien in uitzonderingen op bepalingen die hij eerder heeft aangenomen.

Wat de vroegere wetsbepalingen betreft die strijdig zouden zijn met de nieuwe bepaling, deze worden onmiddellijk en impliciet opgeheven of gewijzigd zonder dat het nodig is dat te kennen te geven in de algemene vorm welke de indiener van het amendement daartoe gebruikt.

Ook de woorden "niettegenstaande elke (strijdige) ... reglementaire bepaling" zijn ondienstig. Krachtens de hiërarchie der normen, zoals die is vastgesteld in artikel 107 van de Grondwet, mag een koninklijk of ministerieel besluit niet strijdig zijn met de wet.

De verwijzing naar de "als in ... artikel 100 bedoelde uitkeringen" lijkt onjuist. Dat artikel vermeldt alleen de niet uitgekeerde winsten, de inkomsten uit belegde kapitalen en de in artikel 15, lid 2, bedoelde inkomsten.

Deze laatste inkomsten heten in artikel 15, tweede lid, eveneens inkomsten uit belegde kapitalen.

De woorden "voor zover zij ... overschrijden" impliceert de aanslag als bedrijfsinkomsten van de totaliteit van de uitkeringen zodra de drempel van 13 t.h. wordt overschreden.

Paragraaf 2 van het nieuwe artikel 34bis van het ontwerp, zoals voorgesteld wordt het te amenderen, bepaalt dat het nieuwe artikel 6bis van het W.I.B. van toepassing zou zijn met ingang van het aanslagjaar 1986, dit wil zeggen op de inkomsten verkregen in 1985.

Het artikel zou aldus terugwerkende kracht hebben, hetgeen zou indruisen tegen een algemeen rechtsbeginsel.

Artikelen 38 en 39.

Amendement nr. 71 van de Heer EERDEKENS.

Amendement nr. 244 van de Heer WILLOCKX.

De Raad van State kan alleen maar verwijzen naar de opmerking nr. 3 die hij geformuleerd heeft in het advies dat hij op 18 juli 1986 onder nr. L. 17.424/2/V heeft uitgebracht op verzoek van de Voorzitter van de Senaat.

In de Franse tekst van amendement nr. 244 moet "adaptera" en niet "adoptera" worden geschreven.

Artikel 45.

Amendement nr. 188 van de Heer DIERICKX.

De bepalingen die thans op de schenkingen van toepassing zijn wat de successierechten betreft, komen uit het koninklijk besluit nr. 9 van 3 juli 1939.

Bij het vaststellen van die bepalingen was het de bedoeling de schenkingen te treffen die "in extremis" werden gedaan om de successierechten te ontwijken. Dat is dan ook de reden waarom een beperking van drie jaar werd gesteld voor de termijn gedurende welke de schenkingen moeten zijn gedaan opdat het bedrag ervan zou worden gecumuleerd met of gevoegd bij dat van de activa van een nalatenschap voor het bepalen van de belastbare grondslag en voor het toepassen van het tarief van de registratie- of successierechten (zie verslag aan de Koning bij het koninklijk besluit nr. 9 van 3 juli 1939).

De strekking van het amendement verschilt dus in grote mate van die van de thans geldende teksten.

Artikel 47.

Tweede bijkomend amendement nr. 253.3 van de Heer TOBBACK.

Dit amendement gaat in de richting van de opmerking nr. 3 welke de Raad van State had gemaakt in zijn advies van 12 juni 1986 bij artikel 45 van het ontwerp van programmawet dat hem op 10 juni 1986 was voorgelegd en op 11 juni 1986 door de Minister van Financiën werd geamendeerd (Senaat 310 (1985-1986), nr. 1, blz. 74).

Artikel 50.

Amendement nr. 26 van de Heer VAN DER BIEST.

In de Franse tekst moeten de woorden "de loi" worden toegevoegd aan de woorden "avant-projets".

Amendement nr. 27 van de Heer VAN DER BIEST.

In de Franse tekst moet het verleden deelwoord "publiés" op de eerste regel vervallen en moet op de voorlaatste regel worden gelezen : "le rapport au Roi relatif à cet arrêté".

Amendement nr. 250 van de Heer VANDENBROUCKE.

In de Franse tekst moet worden gelezen "en vertu" en niet "en outre".

Artikel 51.Amendement nr. 256 van de Heer BECKERS.

Het is niet duidelijk te achterhalen welke de strekking is van dit amendement, daar het de tekst overneemt die reeds aangenomen is door de Senaat.

Artikelen 54 en 56.Subsidiair amendement nr. 305 van de Heren VAN DEN BOSSCHE en CHEVALIER.

De indieners van het amendement bepalen zich ertoe, in een nauwelijks gewijzigde vorm, de tekst over te nemen die door de Senaat voor artikel 277, § 3, 2°, W.I.B. is aangenomen. Deze bepaling zou in de plaats komen van paragraaf 2 van artikel 277.

De indieners van het amendement geven geen enkele reden op die de opheffing van de huidige tekst van paragraaf 2 zou rechtvaardigen.

.../...

Artikel 55.Amendement nr. 307 van de Heren VAN DEN BOSSCHE en CHEVALIER.

1. In artikel 276, eerste lid, W.I.B., staat wel dat de directeur bij met redenen omklede beslissing uitspraak doet nopens de bezwaren aangevoerd door de belastingschuldige, maar deze zin betekent niet dat een tussenbeslissing zou kunnen worden genomen vóór de eindbeslissing.

Het is derhalve niet aangewezen het opschrift van onderafdeling 4 te wijzigen.

2. De beslissing waarbij de directeur beschikt op een bezwaarschrift heeft altijd betrekking op de gezamenlijke betwisting. Het heeft derhalve geen zin te spreken van "grieven waarover geen uitspraak werd gedaan".

In de Franse tekst moet vanzelfsprekend worden gelezen : "quatre ans" en niet "quatre jours".

3. De indieners van het amendement zien het zo dat hun tekst in de plaats van die van het ontwerp zou komen. Deze handelwijze zou tot gevolg hebben dat de belastingplichtige het uit een laattijdige beslissing volgende verval van de nalatigheidsintresten niet zou verkrijgen.

.../...

Amendement nr. 308 van de Heren VAN DEN BOSSCHE en CHEVALIER.

Het amendement nr. 308 stuit niet op hetzelfde bezwaar.

Artikel 62.Amendement nr. 227 van de Heer MOTTARD.

Het amendement strekt ertoe in de tekst zelf van paragraaf 3 duidelijk te stellen dat ingeval een antwoord van de gewestelijke directeur der directe belastingen uitblijft na een termijn van vier maanden, de procureur des Konings vervolging mag instellen.

Het is wel degelijk in die zin dat paragraaf 3 van het ontworpen artikel 350 dient te worden begrepen, te oordelen naar de verklaringen die de Minister van Financiën onder meer in de Bijzondere Commissie van de Kamer van Volksvertegenwoordigers heeft afgelegd (zie het verslag namens deze Commissie uitgebracht door de heren Sprockeels en du Monceau de Bergendal, Kamer, 576 (1985-1986) nr. 7, blz. 42 en 48). Het is overigens logisch dat een afwijking van het vervolgingsrecht van de parketten een strikte interpretatie dient te krijgen. Het is zaak van de Kamer van Volksvertegenwoordigers uit te maken of deze verduidelijking, terwille van de rechtszekerheid, niet in de tekst zelf van het ontwerp dient opgenomen te worden.

.../...

Artikel 63.Amendement nr. 44 van de Heer DEFOSSET.

In de paragrafen 4, 5 en 6 zouden de uitdrukkingen "de in deze wet" of "in artikel 1 van deze wet bedoelde ambtenaren (of agenten)" ongetwijfeld moeten worden herzien.

Artikelen 65, 73, 75, 89, 96, 104 en 109.Amendementen nrs. 291, 298, 301, 316, 318, 320 en 332 van de Heren VAN DEN BOSSCHE en CHEVALIER.

De keuze van een gepaste sanctie onder administratieve boeten, aanslagverhogingen of belastingverhogingen doet een probleem ten gronde rijzen.

Er zij evenwel aan herinnerd dat volgens de rechtspraak een verhoogde aanslag het bedrag van het inkomen waarop hij is gevestigd, niet te boven mag gaan.

In de verschillende amendementen zou de term "verhogingen" in het Frans op eenvormige wijze moeten worden vertaald.

Artikel 107.Amendement nr. 325.

De aan de Raad van State in de vorm van een niet verbeterde drukproef voorgelegde tekst behelst slechts een inleidende volzin, maar bevat geen enkele bepaling die het voorwerp van dit amendement zou uitmaken.

.../...

Amendement nr. 61 van de Heer VAN DER BIEST.

Het is de Raad van State niet bekend dat de bijzondere belastinginspectie gewestelijke directies zou tellen. De draagwijdte van amendement nr. 61/1, en ten dele ook die van amendement nr. 61/2, lijkt dan ook onduidelijk (1).

Artikel 116.Amendement nr. 338 van de Heren VAN DEN BOSSCHE en CHEVALIER.

Het amendement beoogt de weglating van het tweede lid van artikel 116 van het ontwerp, krachtens hetwelk een groot aantal artikelen in werking treden op de dag van de bekendmaking van de wet in het Belgisch Staatsblad.

.../...

- (1) Het koninklijk besluit van 14 november 1978 tot oprichting van de graad van administrateur-generaal van de belastingen en tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 oktober 1971 tot vaststelling van het organiek reglement van het Ministerie van Financiën en van de bijzondere bepalingen die er voorzien in de uitvoering van het Statuut van het Rijkspersoneel, schijnt de eerste verordenende tekst te zijn waarin het bestaan van de Administratie van de bijzondere belastinginspectie wordt bevestigd. Binnen deze Administratie maakt het besluit gewag van centrale diensten en buitendiensten (nieuwe artikelen 25ter, § 2, en 25quater van het koninklijk besluit van 29 oktober 1971). Bij beslissing van de Secretaris-generaal van het Ministerie van Financiën tot organisatie van de buitendiensten van de Administratie van de bijzondere belastinginspectie en tot vaststelling van de zetel en de territoriale bevoegdheid van deze diensten (Belgisch Staatsblad van 19 januari 1985, blz. 566 en 567) worden bedoelde diensten onderverdeeld in "vijf afdelingen met algemene bevoegdheid", directies genaamd (artikel 2), die ieder "inspecties" omvatten (artikel 3). De bevoegdheid van bedoelde directies is "regionaal", maar dan wel in de zin van de taalwetgeving (artikel 2).

Bij ontstentenis van dat tweede lid, zouden de bedoelde artikelen tien dagen later in werking treden.

Men kan de mening voorstaan dat er geen reden aanwezig is tot inkorting van de termijn, die bepaald is bij artikel 6 van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerking-treden van wetten en verordeningen.

Artikel 119.

Amendement nr. 62 van de Heer BURGEON.

De Raad van State ziet de strekking niet van een bepaling waarbij een wetsontwerp wordt opgeheven.

HOOFDSTUK IIIbis.

Amendement nr. 334 van de Heer BOSSUYT.

"Rechtszekerheid van de werklozen".

Algemene opmerkingen.

I. Het doel van het hoofdstuk IIIbis dat het amendement nr. 334 in het ontwerp wil invoegen, wijkt af van het doel van dit laatste, dat erin bestaat fiscale maatregelen vast te stellen.

.../...

II. Hoofdzakelijk beoogt het amendement ten gronde

- 1° te bepalen wat onder "passende dienstbetrekking" (artikel 119) dient te worden verstaan;
- 2° een aantal gronden van uitsluiting uit de werkloosheidsregeling (artikelen 125, 127, 129 en 131) te doen vervallen;
- 3° de geldelijke sanctie tegen de werknemer die door eigen toedoen werkloos wordt, te beperken tot een vermindering met 10 of 20 t.h. van zijn uitkering, in de gevallen waarin die uitkering thans wordt geschrapt (artikelen 120 tot 124 en 126);
- 4° de geregelde stempelcontrole af te schaffen (artikel 153);
- 5° het bewijs van enig feit dat ongunstig is voor de werklozen ten laste van de Rijksdienst te brengen (artikelen 116 en 120).

III. Naar de vorm wijzigt het amendement het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid. Het heft hele hoofdstukken op van het ministerieel besluit van 4 juni 1964 inzake werkloosheid, waarvan het, onder voorbehoud van wat gezegd is onder sub b., de bewoordingen overneemt. De beoogde doelstelling kan bereikt worden zonder dat een beroep wordt gedaan op de wet. Naar gelang van het geval zou men met koninklijke of ministeriële besluiten hebben kunnen volstaan.

.../...

Een beroep op de wet kan weliswaar een grotere bestendigheid van de voorgestelde hervormingen waarborgen maar biedt uiteraard het nadeel van een grotere strakheid, het nadeel ook dat in eenzelfde geheel van teksten bepalingen met verschillende verbindende kracht door elkaar worden gehaald, hetgeen uit een wetgevingstechnisch oogpunt te vermijden valt.

Bijzondere opmerkingen.

a) Het amendement beoogt de criteria te bepalen waaraan een "passende dienstbetrekking" moet beantwoorden. De bevoegdheid om dat te doen berust thans bij de Minister, na advies van het Beheerscomité.

Luidens het ontwerp-amendement zou de commissie van advies te oordelen hebben of een betrekking passend is. Te dien einde zou zij onder meer het criterium van "de beroepsgeschiktheid" hanteren. Bovendien zou zij, in geval van betwisting, een advies aangaande de beroepsgeschiktheid dienen uit te brengen. Het valt te betwijfelen of beide bevoegdheden wel verenigbaar zijn.

b) Onder 3° : "de lonen", § 2, is de verwijzing naar artikel 39 verkeerd, aangezien hier artikel 39 van het ministerieel besluit bedoeld wordt, dat bij het amendement wordt opgeheven. In werkelijkheid zou dienen verwezen te worden naar paragraaf 1, die in het amendement het bedoelde artikel 39 vervangt.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE,
de Heren :

Ch.-L. CLOSSET,
L. FRANCOIS,

Madame : M.-Cl. HONDERMARCQ,
Mevrouw :

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Les rapports ont été présentés par MM. G. PIQUET, Cl. ROUSSEUX et A. MERCENIER, premiers auditeurs, et par Mme J.-M. DAGNELIE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M.-Cl. HONDERMARCQ.

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

De verslagen werden uitgebracht door de HH. G. PIQUET, Cl. ROUSSEUX en A. MERCENIER, eerste auditeurs, en door Mevr. J.-M. DAGNELIE, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.